

Source : Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi
COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Réforme de l'assurance-emploi
La coalition s'élargit encore

Montréal, le 18 avril 2013 – Cinq autres organisations ont rejoint la Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi cette semaine. La coalition prépare une grande manifestation nationale, à Montréal, ce 27 avril où sont conviés toutes les citoyennes et les citoyens du Québec.

Lundi, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), représentant quelque 70 000 étudiantes et étudiants des cégeps et des universités, a annoncé qu'elle joignait sa voix à celles des travailleuses et des travailleurs pour s'opposer au saccage de l'assurance-emploi. Pour l'ASSÉ, cet engagement au sein de la coalition s'inscrit dans sa lutte contre les politiques d'austérité.

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) qui représente 32 000 enseignantes et enseignants de quelque 800 écoles du Québec a fait de même lundi. La FAE a notamment rappelé que toute personne a droit à une protection de son revenu en cas de perte d'emploi et que l'assurance-emploi est fondamentalement un régime d'assurance qui doit offrir une protection aux travailleuses et aux travailleurs contre le risque du chômage.

Mercredi, le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) (CPQMC-I) regroupant 45 000 travailleuses et travailleurs de l'industrie de la construction a annoncé qu'il se joignait à son tour à la coalition, soulignant ainsi que les travailleuses et les travailleurs de la construction sont parmi les plus touchés et qu'il faut que la société québécoise s'unisse pour combattre cette réforme imposée par le gouvernement fédéral, et ce, malgré le fait qu'il n'a pas versé un sou à la caisse depuis 1990.

De plus, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ représentant plus de 62 000 professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires et l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS) réunissant 4500 pigistes du cinéma et de la télévision ont également joint la coalition cette semaine.

Pour la FIQ, il est clair que la réforme de l'assurance-emploi viendra niveler à la baisse les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs, mais surtout des travailleuses qui vivent plus souvent en situation de précarité. Les effets néfastes se feront également sentir sur leur famille et risqueront d'atteindre leur santé physique et mentale.

Pour l'AQTIS, cette réforme non seulement appauvrira les techniciens qui travaillent sur des productions télévisuelles et cinématographiques, mais en les forçant à travailler loin des plateaux, elle met en péril l'existence même de ces industries au Québec.

Transport vers Montréal pour la manifestation

Il reste encore quelques heures à toutes les citoyennes et les citoyens qui le désirent pour s'inscrire au système de transport gratuit vers Montréal afin de participer à la grande manifestation du 27 avril. Des places sont encore disponibles dans toutes les régions du Québec. Pour ce faire, il faut prendre contact rapidement avec une organisation syndicale ou un groupe de soutien aux chômeuses et aux chômeurs actifs dans sa région.

La coalition dévoilera prochainement tous les détails entourant cette grande manifestation qui promet également plusieurs surprises. Le lieu de rassemblement est la place du Canada (au coin des rues René-Lévesque et Peel) et ce, dès midi, ce 27 avril.

À propos de la coalition

La Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi est composée de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), de l'Union des producteurs agricoles (UPA), de Solidarité rurale du Québec (SRQ), de la Coalition de l'Est, de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ, du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) (CPQMC-I), de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), de l'Union des artistes (UDA), de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE) et du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC). Ensemble, ces organisations regroupent plus de 1,3 million de travailleuses et de travailleurs, environ 250 000 étudiantes et étudiants, quelque 43 000 productrices et producteurs agricoles, plus de 1300 municipalités et MRC du Québec, des dizaines d'organisations de développement économique et sociocommunautaires du territoire québécois, telles que des centres locaux de développement (CLD) et des chambres de commerce ainsi que la plupart des groupes de défense des droits des chômeuses et des chômeurs.